

La direction du CCEP refuse aux salariés le droit d'être écoutés au niveau européen !

Après près de trois ans de négociations, la direction a quitté la table des négociations lorsque les représentants des travailleurs ont refusé de signer une proposition inacceptable.

Depuis la création de Coca-Cola European Partners (CCEP) en 2016, les syndicats ont dénoncé la poursuite des attaques contre l'emploi et les demandes incessantes de flexibilité du travail. En près de 3 ans, plus de 2500 emplois ont été détruits, ce qui équivaut à environ 10% de l'effectif total du CCEP au moment de sa création.

Si CCEP s'enorgueillit de ses engagements environnementaux et sociaux, en réalité CCEP ne poursuit que l'intérêt de ses actionnaires.

La stratégie de CCEP échappe totalement à l'emprise locale. C'est pourquoi la mise en place d'un comité d'entreprise européen qui fonctionne bien est essentielle car elle permettrait une information et une consultation en temps utile au niveau approprié, là où les décisions sont prises.

Cependant, près de trois ans se sont écoulés depuis le début des négociations du CEE, et la direction continue de proposer un accord qui prive les travailleurs d'être entendus sur les décisions de l'entreprise. Lors de la dernière réunion du 22 mai 2019, la société a insisté sur une proposition inacceptable.

La direction du CCEP souhaite qu'un CEE soit informé et consulté :

- seulement lorsqu'au moins 468 personnes sont touchées dans au moins deux pays
- uniquement lorsque des pertes d'emplois ou des restructurations surviennent en même temps dans un plus grand nombre de pays

De cette façon, le CEE serait privé de ses responsabilités fondamentales d'établir un dialogue constructif permanent avec la direction et d'être informé et consulté sur l'impact potentiel d'une question à un stade précoce, avant que les décisions soient prises !

La direction a informé les représentants du personnel que la réunion du 22 mai 2019 était la dernière réunion de négociation!

Lorsque nous avons refusé d'accepter leur offre scandaleuse, la direction a quitté la table des négociations.

Tous les pays restent unis sur cette position dans l'intérêt de tous les salariés européens.

Pour nous, chaque salarié compte et nous ne serons pas influencés ni forcés de signer un accord préjudiciable aux intérêts des salariés que nous représentons !

Nous demandons aux représentants de la direction de reconsidérer leur position et de reprendre les négociations.

Les membres du Groupe spécial de négociation